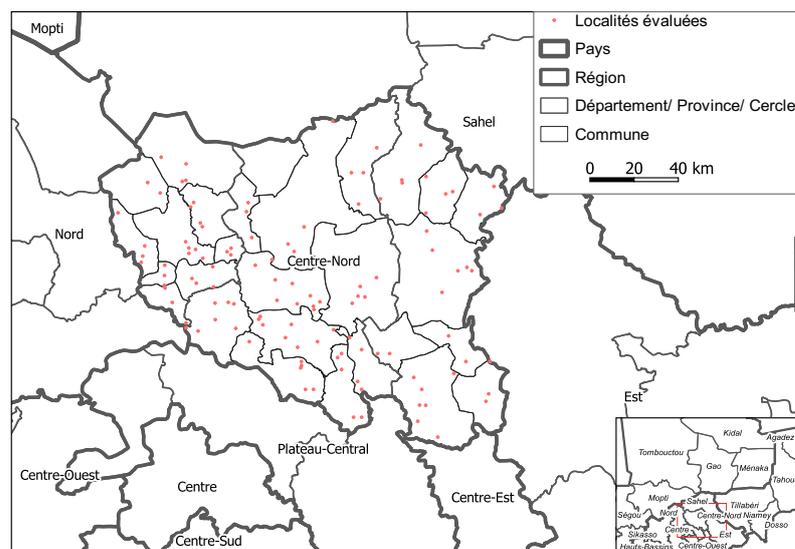


Suivi de la situation humanitaire (HSM)

La zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Centre-Nord

Couverture géographique

Localités évaluées par province dans la région du Centre-Nord



Communes couvertes par province

Province du Bam	Communes de Bourzanga, Guibaré, Kongoussi, Nasséré, Rollo, Roukô, Sabsé, Tikaré, Zimtanga
Province du Namentenga	Communes de Boala, Boulsa, Bouroum, Dargo, Nagbingou, Tougouri, Yalgo, Zéguédéguen
Province du Sanmatenga	Communes de Barsalogo, Boussouma, Dablo, Kaya, Korsimoro, Mané, Namissiguima, Pensa, Pibaoré, Pissila, Ziga

Couverture de l'évaluation

	146 IC interviewés
	<ul style="list-style-type: none"> • 146 ont visité les localités au cours des 30 jours avant l'évaluation • 0 ont été en contact (en personne / par téléphone) avec une personne de la localité au cours des 30 jours avant l'évaluation
	124 Localités évaluées
	27 / 28 Communes évaluées avec 5% de couverture ou plus
	3 / 3 Provinces évaluées avec 5% de couverture ou plus

Contexte

Depuis la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité. Principalement due à la présence de groupes armés, mais également à la montée de la criminalité et à des tensions entre les communautés, cette situation sécuritaire critique a causé le déplacement de 1 850 293 personnes déplacées internes (PDI) au Burkina Faso à la date du 31 mars 2022¹.

REACH bénéficie du financement du Bureau d'Assistance Humanitaire (BHA) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et réalise depuis janvier 2020 un suivi des besoins humanitaires multisectoriels, suite à une phase pilote au mois de novembre 2019. Cette fiche d'information présente les principaux résultats de ce suivi de la situation humanitaire dans la région du Centre-Nord, au mois de mars 2022. Tous les produits d'information sont disponibles sur le site [Reach Resource Center](#).

Méthodologie

La méthodologie employée pour ce suivi est la méthodologie dite "zone de connaissance". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les données ont été collectées au niveau des localités (villages, hameau de culture, chef lieu de commune), à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC). Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (datant de moins d'un mois avant la collecte de données) et détaillée des localités. Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités de l'Admin 3 (commune) ont été évaluées. L'atteinte du seuil de 5% au niveau admin 2 (province) permettra la présentation des résultats pour cette zone.

Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 09 et 29 mars 2022. Sauf indication contraire, tous les pourcentages représentent la proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté cette réponse spécifique en se référant à la situation de la majorité de la population de la localité au cours des 30 jours précédant la collecte des données. En raison de cette méthodologie, les résultats présentés dans ce produit doivent être considérés comme indicatifs.

Résultats clés

% de localités évaluées où les IC ont rapporté :	Bam	Namentenga	Sanmatenga
La présence de groupes de population déplacée interne (PDI)	74%	97%	93%
L'arrivée de nouvelles PDI aux cours des 30 jours avant l'évaluation ²	16%	29%	24%
L'arrivée de retournés au cours des 30 derniers jours ²	0%	0%	0%
Un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population	26%	25%	40%
Une perturbation des moyens de subsistance habituels	12%	9%	19%
Des contraintes d'accès à distance de marche aux services de santé ³	3%	0%	5%
Des contraintes d'accès à distance de marche aux services nutritionnels ³	3%	0%	5%
Un accès insuffisant à l'eau pour la majorité de la population	18%	16%	21%
Des conditions de vie non adéquates pour la majorité des PDI ^{2,4}	36%	6%	28%
Des contraintes d'accès à distance de marche aux services éducatifs ³	18%	22%	22%
Un sentiment d'insécurité pour la majorité de la population	32%	35%	47%

1. Conseil National de Secours, d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), [Situation des personnes déplacées internes dans les communes](#), mars 2022.

2. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont signalé la présence de ces groupes de population dans la

localité au cours des 30 jours précédant la collecte des données.

3. La définition de « distance de marche » est laissée à la discrétion des IC.

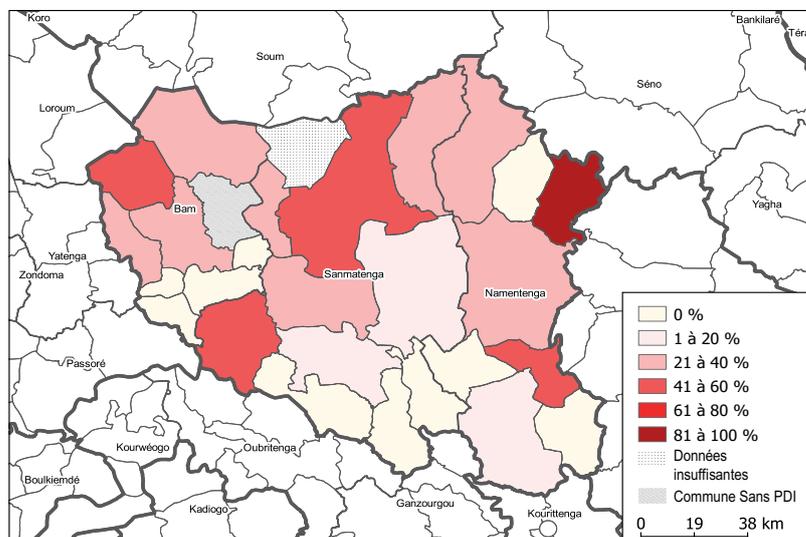
4. La définition de « conditions de vie adéquates » est laissée à la discrétion des IC.

Suivi de la situation humanitaire (HSM)

La zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Centre-Nord

Déplacements et mouvements de population

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté une arrivée de PDI dans les 30 jours précédant la collecte de données :



La proportion de localités évaluées dans le Centre-Nord ayant accueilli des personnes déplacées internes dans les 30 derniers jours avait légèrement baissé au mois de mars (24% des localités évaluées contre 30% en janvier 2021)⁶. Dans la province du Namentenga, plus de 29% des localités évaluées avaient accueilli des PDI dans le mois précédant la collecte, notamment dans les communes de Yalگو et Zeguedeguen. Cela était confirmé par le Groupe de Coordination Opérationnelle de la Réponse Rapide (GCORR) qui montrait que courant mars, plusieurs communes de la région ont accueilli de nombreux PDI⁷. Par ailleurs, en fin mars dernier, la région a accueilli 35,4% des PDI du pays, faisant d'elle la première région accueillant le plus de PDI. En outre, la majorité des localités évaluées (89%) dans la région a accueilli des PDI, principalement déplacés en raison de violences dans leur localité d'origine selon les IC. Dans la majorité des localités évaluées, les PDI provenaient principalement de la région du Centre-Nord. Des personnes déplacées du Sahel et de l'Est étaient cependant accueillies dans certaines localités selon les IC. Enfin, dans plus de 83% des localités évaluées dans la commune de Zimtanga, les IC ont rapporté l'absence de communauté locale.

Facteurs principaux déclenchant les déplacements de PDI (% de localités évaluées dans la région)² :

Violence dans la localité d'origine	91%	■
Déplacement préventif	4%	■

Provinces de la région ayant la plus forte proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence de PDI ou retournés :

PDI	Retournés ⁵
1 Namentenga 97%	1 Bam 18%
2 Sanmatenga 93%	2 Sanmatenga 2%
3 Bam 74%	

Tout comme au mois de janvier, les phénomènes de retour semblaient peu fréquents dans la région du Centre-Nord, mis à part dans la province du Bam où 18% des localités évaluées avaient connu une arrivée de retournés dans le mois précédant la collecte de données. Ceci était notamment le cas dans la commune de Zimtanga, où dans la totalité des localités évaluées les IC rapportaient la présence de retournés.

Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

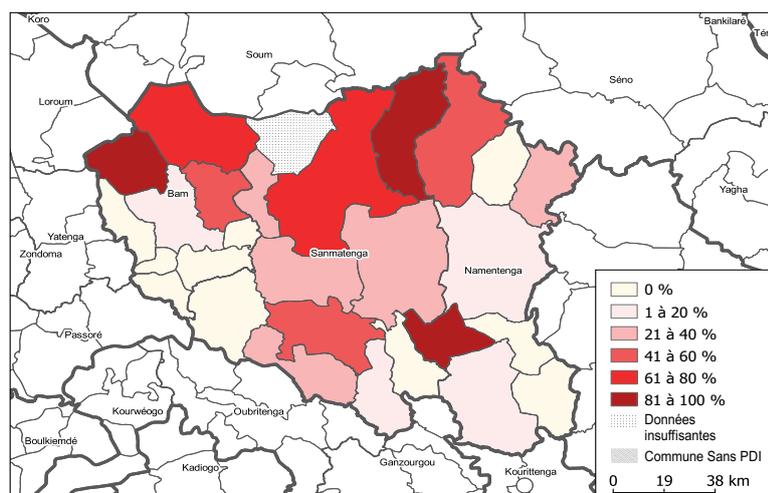
Au mois de mars 2022, 32% des localités évaluées dans la région du Centre-Nord souffraient du manque de nourriture, selon les IC. Tout comme au mois de janvier, les communes les plus affectées étaient celles faisant frontière avec le Sahel, notamment celles de Rollo (province du Bam) et de Pensa (province du Sanmatenga). Dans la majorité des localités concernées, le manque d'accès à la nourriture était principalement dû au coût élevé des denrées, ainsi qu'à l'épuisement des stocks, selon les IC. Cette situation a été confirmée par la FAO qui rapportait que les stocks des ménages pauvres ont été épuisés au premier trimestre de l'année 2022⁸. Cependant, dans près de 13% des localités affectées, l'une des principales raisons était la disponibilité limitée des produits, notamment dans les communes de Bourzanga (province du Bam), Bouroum (Namentenga), Namissiguima et Pensa (Sanmatenga).

Principales raisons du non accès à la nourriture (% parmi les localités évaluées ayant signalé un manque de nourriture)⁹

Prix élevés/Manque d'argent	90%
Stocks épuisés	78%
Disponibilité des produits limités	13%
Manque de ressources pour cause de déplacement récent	10%

L'accès aux moyens de subsistance était perturbé dans 15% des localités évaluées dans la région du Centre-Nord, principalement en raison de l'insécurité, et dans les communes frontalières avec le Sahel (Bouroum, Nagbingou). Les activités les plus perturbées dans ces communes étaient l'élevage de bétail (100% des localités concernées), la vente au marché (83%) et les migrations saisonnières (44%).

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à ses moyens de subsistance habituels :



5. La présence de retournés n'a été signalée dans aucune des localités évaluées du Namentenga.

6. Voir REACH, [Suivi de la situation humanitaire, Région du Centre-Nord](#), janvier 2022.

7. GCORR, [Localités d'accueil par communes](#), mars 2022.

8. FAO, [Sécurité alimentaire et analyse des risques dans le Centre-Nord, Est, Nord et Sahel](#), mars 2022.

9. Les IC pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

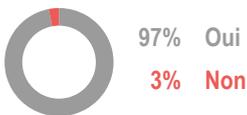
10. La définition de « distance de marche » et de « fonctionnel » est laissée à la discrétion des IC.

Suivi de la situation humanitaire (HSM)

La zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Centre-Nord

Santé et Nutrition

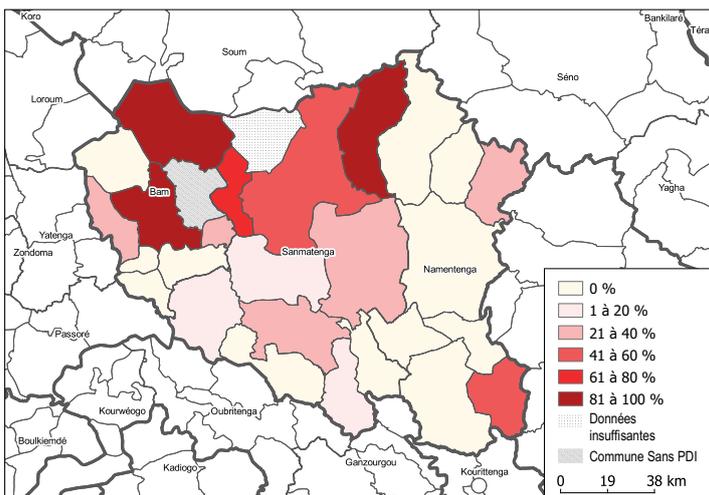
% des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de services de santé fonctionnels à distance de marche¹⁰:



L'accès à des services de santé de base fonctionnels à distance de marche et aux services nutritionnels étaient garantis dans la quasi-totalité des localités évaluées (97%) dans la région. Dans la province du Sanmatenga, on notait cependant des problèmes d'accès aux services de santé dans les communes de Barsalogo et de Kaya, notamment en raison de la fermeture des infrastructures pour cause d'insécurité. Dans les localités de Zimtanga, province du Sanmatenga, les IC signalaient également la destruction d'infrastructures lors d'attaques. Enfin, les IC rapportaient que les principaux problèmes de santé de la population étaient le paludisme (48% des localités évaluées) et la pneumonie/maladies respiratoires (40%).

Abris et biens non-alimentaires (BNA)

% de localités évaluées ayant rapporté la présence de PDI où la majorité d'entre eux ne vivaient pas dans des conditions adéquates de logement¹⁰:



Top 3 des raisons pour lesquelles la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates (% de localités évaluées)^{11 12 13}:

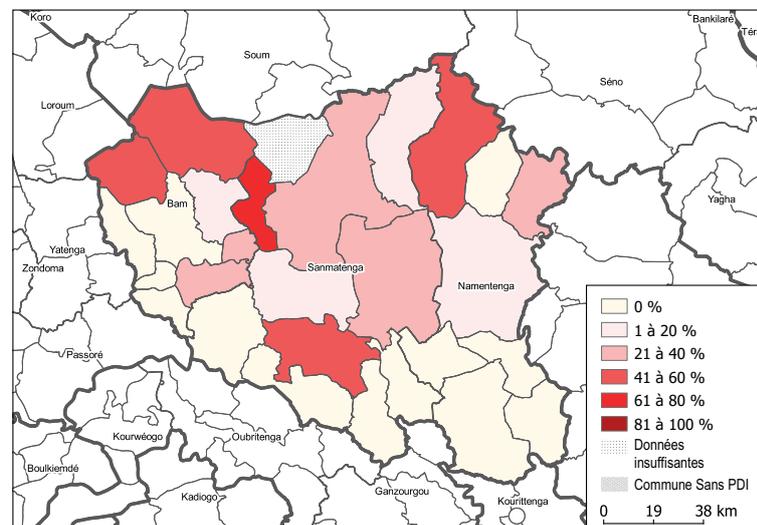
- 1 Manque d'espace fermé garantissant l'intimité **69%**
- 2 Abris non adaptés au climat **12%**
- 3 Abris culturellement inadaptés **4%**

Dans la majorité des localités évaluées (76%) dans la région Centre-Nord, les personnes déplacées vivaient principalement dans des abris construits en dur. Cependant, certaines communautés déplacées vivaient également dans des abris d'urgence (7% des localités évaluées), des abris de transition (4%) et des Refugee Housing Unit (RHU) (2%). Dans la majorité des localités évaluées (66%), les PDI étaient accueillies gratuitement. Selon les IC, leurs conditions d'abris étaient généralement adéquates dans 70% des localités évaluées. Dans les localités restantes, le principal problème cité était le manque d'espace fermé garantissant l'intimité et la protection. Enfin, en matière de biens non alimentaires, les IC ne signalaient aucun besoin spécifique dans 62% des localités évaluées. Les premiers types de biens cités dans les localités restantes étaient les moustiquaires (23%) et les articles de couchage (16%).

11. La définition de «adéquates» est laissée à la discrétion de l'IC.
12. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont rapporté que la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates.

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès à l'eau insuffisant pour couvrir les besoins des ménages :



Temps nécessaire pour aller, attendre, collecter et revenir de la source d'eau pour la majorité de la population (% localités évaluées):

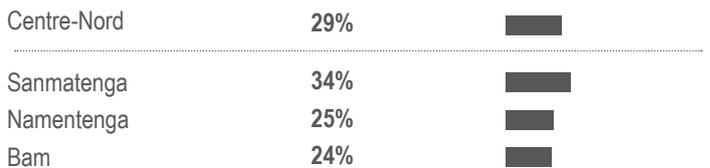


Selon les IC interrogés au mois de mars 2022, la population disposait de suffisamment d'eau pour satisfaire ses besoins dans 81% des localités évaluées dans la région Centre-Nord. Certaines communes étaient cependant affectées par un manque d'accès à l'eau, notamment Namissiguima, Boussouma (province du Sanmatenga), Bouroum (Namentenga), Bourzanga, Rollo, Nassere (Bam). Dans certaines de ces communes, le faible débit ou coupure fréquente à la source d'eau posait problème. Ceci était le cas dans la totalité des localités évaluées dans les communes de Zimtanga, Nassere (dans le Bam) et Namissiguima (dans le Sanmatenga). Par ailleurs, dans près de 10% des localités évaluées dans la région, une partie de la population ne pouvait pas accéder à suffisamment d'eau en raison de l'insécurité.

% des localités évaluées dans lesquelles une partie de la population ne pouvait pas accéder à sa source d'eau de préférence en raison de l'insécurité



% de localités évaluées où la majorité de la population n'utilisait pas de latrines:



La situation en matière d'hygiène et assainissement restait relativement stable au mois de mars en comparaison avec le mois de janvier. La défécation à l'air libre était pratiquée en majorité dans 29% des localités évaluées, et le lavage des mains était effectué sans savon dans 49% d'entre elles.

13. Les IC pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.
14. La définition de 'fonctionnel' et 'distance de marche' est laissée à la discrétion des IC.
15. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC avaient signalé un manque d'accès aux services éducatifs.

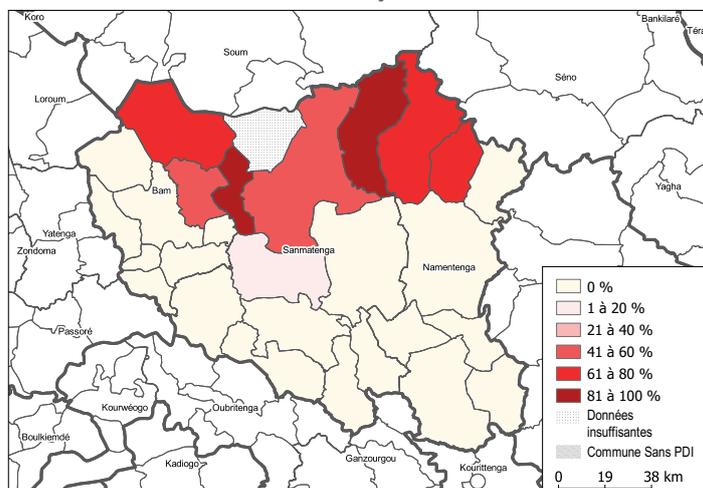
Suivi de la situation humanitaire (HSM)

La zone des trois frontières | Burkina Faso | Région du Centre-Nord

Education

L'accès à l'éducation semblait ne pas varier dans la région du Centre-Nord depuis le dernier rapport de suivi de la situation humanitaire. En effet, les IC signalaient une absence de services éducatifs à distance de marche dans 21% des localités évaluées, en janvier et en mars 2022. Dans l'ensemble des localités évaluées dans les communes de Namissiguima et de Pensa dans le Bam, les IC rapportaient que la majeure partie de la population n'avait pas accès à des services éducatifs à distance de marche. Par ailleurs, dans la commune de Namissiguima, la principale raison de l'absence de services éducatifs dans les localités affectées était le manque d'enseignants dans la zone ou leur arrêt de travail pour raison de sécurité. Par contre, dans la commune de Pensa, les infrastructures scolaires avaient été détruites dans 20% des localités évaluées. Dans l'ensemble des localités où l'absence de services éducatifs était signalé, la majorité de la population ne disposait pas de stratégies d'adaptation pour y faire face, selon les IC.

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche¹⁴ au cours des 30 jours avant l'évaluation:



Principales raisons de l'absence de services éducatifs fonctionnels à distance de marche¹⁵:

Absence d'enseignants dans la zone **53%**

Infrastructures fermées sur décision de l'État pour cause d'insécurité **35%**

Il n'y a pas suffisamment d'enseignants **4%**

Les infrastructures scolaires sont détruites **4%**

Communication

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait des difficultés à accéder à des informations sur l'aide humanitaire disponible:

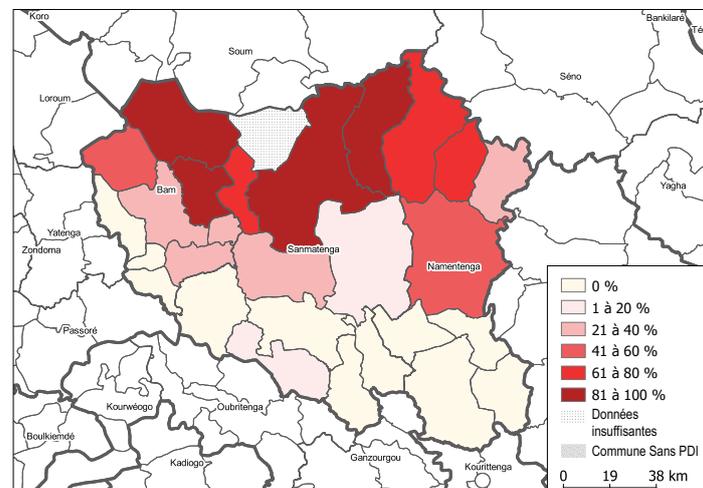


L'accès à l'information sur l'aide humanitaire disponible semblait plutôt satisfaisant dans la région du Centre-nord en mars 2022. La population ne rencontrait des difficultés dans l'accès à cette information que dans 7% des localités évaluées. C'est dans la province du Sanmatenga, notamment dans les communes de Namissiguima et de Barsalogo, que les populations rencontraient le plus de difficultés pour accéder à de l'information sur l'aide humanitaire disponible. Selon les IC, les types d'informations qui auraient été les plus utiles étaient entre autres, l'information sur la situation sécuritaire (84% des localités évaluées), l'information sur l'accès à l'assistance humanitaire (10%) et l'information sur la santé (2%).

16. Pourcentage calculé parmi les localités enquêtées où les IC avaient signalé des inquiétudes en matière de protection (37%).

Protection

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité :



Principales inquiétudes en matière de protection (% de localités)^{13 16}:

Violence par un groupe armé	61%	██████████
Criminalité	19%	████
Vol de bétail	18%	████
Restrictions de mouvement	16%	████

Le sentiment de sécurité n'a pas évolué depuis janvier. En effet, la majorité de la population se sentait en sécurité dans 63% des localités évaluées, contre 62% en janvier 2022. Le Bam était la province où le sentiment d'insécurité était le plus rapporté dans les localités évaluées, notamment dans les communes de Bourzanga, Rollo et Zimtenga. Cette province avait en effet subi des attaques et des vagues de déplacement courant le mois de mars dernier⁷. Selon les IC, les principales inquiétudes en matière de protection pour les populations étaient la violence par les groupes armés (61% des localités évaluées), suivie de la criminalité (19%) et du vol de bétail (18%). Par ailleurs, des craintes de violence basée sur le genre (VBG) étaient signalées dans quelques localités de la commune de Yalgo (province du Namentenga).

Redevabilité aux populations affectées

Proportion des localités évaluées où au moins une partie de la population avait reçu une aide humanitaire dans les 30 derniers jours :

Région du Centre-Nord	52%	██████████
Namentenga	56%	██████████
Sanmatenga	55%	██████████
Bam	41%	██████████

Top 3 des secteurs d'intervention humanitaire mentionnés comme prioritaires pour la majorité de la population (% de localités évaluées dans la région)¹⁷:

1 Sécurité alimentaire	95%
2 CASH	55%
3 Moyens de subsistance	48%

17. Les IC pouvaient sélectionner jusqu'à trois options.